



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Décentralisation : pour la CGT Educ'action c'est toujours non !

Le volet formation-orientation-apprentissage vient d'être présenté en Conseil des ministres.

Ce projet de loi transforme complètement l'organisation et la gouvernance de la formation professionnelle et de l'orientation.

C'est ainsi que les articles 15 à 22 *"déterminent les compétences de la Région en matière de formation professionnelle dans le cadre du service public régional de la formation professionnelle qu'elle organise et finance, et réforment les instances nationales et locales de gouvernances des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle"*.

Les articles 25 et 26 donnent compétence aux Régions pour coordonner et animer le service public de l'orientation.

La CGT Educ'action n'est pas opposée à une meilleure articulation entre l'offre de formation et le travail avec les Régions afin de proposer aux jeunes la meilleure formation possible. Mais elle s'oppose à ce que les Régions disposent de tous les leviers, mettant directement en cause la survie même de la formation professionnelle publique aux bénéfices de la formation professionnelle privée et de l'apprentissage. Elle s'oppose également à une offre de formation dont le seul objectif serait de répondre à la demande patronale locale.

C'est bien le sens du vote négatif de la CGT, comme celui de cinq autres organisations syndicales, au Conseil de la Fonction publique de l'État.

S'il y a des spécificités régionales, et évidemment il y en a, nous sommes attachés à l'égalité entre les territoires en ce qui concerne l'offre de formation initiale proposée aux jeunes.

La CGT Educ'action estime qu'il ne faut pas renforcer davantage le lien entre formation initiale des jeunes et besoins des entreprises. Cela ne veut pas dire, pour autant, que la CGT estime que la formation professionnelle et l'emploi sont des mondes déconnectés, loin de là. Mais le chômage des jeunes en France ne relève pas d'une brutale détérioration de la qualité de la formation professionnelle.

Montreuil, le 12 avril 2014